

HERNIEUWBARE ENERGIE voor eigen gebruik of voor een terbeschikkingstelling op een autonoom micronet voor ondernemingen of collectiviteiten	MEERKOSTEN	NETTO-PERCENTAGES
ter evrvanging van gas	80 %	44 %
> 1000 kW	wordt berekend geval per geval	

(1) Voor thermische zonne-energie wordt de tegemoetkoming toegekend voor een maximale investering van 1.200 euro per geïnstalleerde m².

(2) Windenergie wordt gesubsidieerd ten belope van 60 % tot 31 december 2021 (datum van beslissing tot toekenning door de administratie) Vanaf 1 januari 2022 wordt windenergie gesubsidieerd ten belope van 40 % met een netto-percentages van 22.5 %.

(3) In het geval van een ketel die een oude gas- of olietketel niet vervangt, moet de onderneming met alle bewijsstukken aantonen dat het gas beschikbaar is op haar bedrijfslocatie, in welk geval het wordt beschouwd als een investering in de vervanging van gas. Anders wordt de investering beschouwd als een vervanging van stookolie.

Namen, 13 september 2018.

P.-Y. JEHOLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/205152]

21 SEPTEMBRE 2018. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 17 septembre 2018 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine

Le Ministre de la Ruralité,

Vu la Directive 2002/60 du Conseil du 27 juin 2002 établissant des dispositions spécifiques pour la lutte contre la peste porcine africaine et modifiant la directive 92/119/CEE, en ce qui concerne la maladie de Teschen et la peste porcine africaine, les articles 15 et 16;

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 14;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 relatif à l'entrée en vigueur et à l'exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, les articles 19, alinéa 1^{er}, 5^e;

Vu l'arrêté ministériel du 17 septembre 2018 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant qu'en application de la Directive 2002/60 du Conseil du 27 juin 2002, la confirmation le 13 septembre 2018 d'un cas primaire de peste porcine africaine chez les sangliers dans une partie du territoire de la Région wallonne a obligé le Gouvernement à prendre immédiatement plusieurs mesures en vue de freiner la propagation de la maladie, dont la délimitation d'une zone infectée et des mesures appropriées à y appliquer;

Considérant que la circulation en forêt a été interdite dans la zone infectée, sauf dans le cadre de la gestion de la peste porcine africaine;

Considérant cependant que cette interdiction suscite des difficultés dans plusieurs cas particuliers, notamment pour les gestionnaires des réseaux d'eau qui doivent faire des analyses journalières pour attester de la qualité de l'eau sous peine d'interdiction de poursuivre leur activité, pour les gestionnaires des voies ferrées en cas d'incident ou de contrôle impératif, ou pour des domiciles accessibles uniquement par un chemin carrossable et non pas par une route au sens du code forestier;

Considérant que ces accès ponctuels et limités ne devraient avoir qu'un impact marginal sur la quiétude du gibier et sur la dispersion éventuelle de sangliers malades;

Considérant qu'il y a donc lieu d'autoriser sous conditions un certain nombre d'ayant-droits au sens de l'arrêté du 17 septembre 2018 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté ministériel du 17 septembre 2018 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine, dans l'article 1^{er}, alinéa 3, sont apportées les modifications suivantes :

1^o les mots « ou les personnes mandatées par ces Départements » sont insérés après les mots « le personnel du Département de la Nature et des Forêts et du Département de l'Etude du milieu naturel et agricole du Service public de Wallonie »;

2^o l'alinéa est complété par la phrase suivante : « Ces personnes ont interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec des porcs domestiques dans les septante-deux heures suivant toute intervention dans la zone définie en annexe ».

Art. 2. Dans le même arrêté, il est inséré un article 1bis et un article 1ter rédigés comme suit :

« Art. 1bis. Par dérogation à l'article 1^{er}, des interventions n'ayant pas de lien avec la gestion de la peste porcine africaine et qui nécessitent un accès hors route dans les bois et forêts de la zone définie en annexe, sont autorisées aux conditions suivantes :

1^o l'intervention est effectuée dans l'exercice de leur fonction par les services de secours, par la protection civile, par les forces de police, par les agents et gestionnaires de réseau d'adduction d'eau, par les agents d'Infrabel;

2^o l'intervention ne peut pas attendre la fin de la période d'interdiction;

3^o sauf urgence vitale, l'intervention est notifiée préalablement par écrit au chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts;

4^o la quiétude des bois et forêts est respectée de la manière la plus stricte;

5^o s'il y a accès en-dehors des chemins empierrés, les mesures de désinfection du véhicule, des chaussures et de l'équipement utilisé seront mises en œuvre en conformité avec les instructions reçues du Département de la Nature et des Forêts;

6° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne pourra en aucun cas être approché ou touché, et l'agent de triage compétent du Département de la Nature et des Forêts sera immédiatement averti;

7° les intervenants et leurs véhicules ont interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine sans avoir procédé aux opérations de décontamination prescrites dans le cadre des mesures de biosécurité.

Si le Département de la Nature et des Forêts constate le non-respect d'une des conditions susvisées, il peut interdire l'accès aux personnes concernées. »;

« Art.1ter. Par dérogation à l'article 1^{er}, les personnes dont le domicile est situé dans les bois et forêts de la zone infectée et qui ne peuvent pas y accéder par une route, sont autorisées à circuler hors route dans les bois et forêts de la zone définie en annexe, aux conditions suivantes :

1° l'autorisation est limitée au seul accès audit domicile;

2° l'accès se fait par la voie carrossable la plus directe;

3° l'itinéraire emprunté est communiqué par écrit au Chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts;

4° la quiétude des bois et forêts est respectée de la manière la plus stricte;

5° s'il y a accès en-dehors des chemins empierrés, les mesures de désinfection du véhicule et éventuellement des chaussures seront mises en œuvre en conformité avec les instructions reçues du Département de la Nature et des Forêts;

6° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne pourra en aucun cas être approché ou touché, et l'agent de triage compétent du Département de la Nature et des Forêts sera immédiatement averti;

7° les personnes visées par le présent article, autres que les éleveurs porcins, et leurs véhicules ont interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec des porcs domestiques. »

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 17 septembre 2018 et cesse d'être en vigueur le 14 octobre 2018.

Namur, le 21 septembre 2018.

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/205152]

21. SEPTEMBER 2018 — Ministerialerlass zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 17. September 2018, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen

Der Minister für ländliche Angelegenheiten,

Aufgrund der Richtlinie 2002/60/EG des Rates vom 27. Juni 2002 zur Festlegung von besonderen Vorschriften für die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest sowie zur Änderungen der Richtlinie 92/119/EWG hinsichtlich der Teschener Krankheit und der Afrikanischen Schweinepest, Artikel 15 und 16;

Aufgrund des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch, Artikel 14;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 über das Inkrafttreten und die Ausführung des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch, Artikel 19 Absatz 1 Ziffer 5;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 17. September 2018, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Bestätigung eines Primärfalles der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen in einem Teil des wallonischen Gebiets am 13. September 2018 die Regierung gemäß der Richtlinie 2002/60 des Rates vom 27. Juni 2002 verpflichtet hat, mehrere Sofortmaßnahmen gegen die Ausbreitung der Seuche zu ergreifen, einschließlich der Ausweisung eines Seuchengebiets und der Festlegung geeigneter Maßnahmen, die dort anzuwenden sind;

In der Erwägung, dass der Verkehr im Wald in dem Seuchengebiet untersagt wurde, außer im Zusammenhang mit der Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest;

In der Erwägung, dass dieses Verbot jedoch in mehreren Einzelfällen zu Schwierigkeiten führt, insbesondere für die Betreiber der Wassernetze, die täglich unter Androhung des Verbots der Fortsetzung ihrer Tätigkeit Analysen zur Bescheinigung der Wasserqualität durchführen müssen, für die Betreiber der Eisenbahnnetze im Falle eines Störfalles oder einer unerlässlichen Kontrolle oder für die Wohnhäuser, die nur über einen befahrbaren Weg, nicht aber über eine Straße im Sinne des Forstgesetzbuches zugänglich sind;

In der Erwägung, dass diese sporadischen und begrenzten Zugänge voraussichtlich nur marginale Auswirkungen auf die Ruhe des Wildes und auf die mögliche Verbreitung von kranken Wildschweinen haben werden;

In der Erwägung, dass es daher notwendig ist, unter bestimmten Bedingungen eine bestimmte Anzahl von Zugangsberechtigten im Sinne des Ministerialerlasses vom 17. September 2018, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, zuzulassen,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 Absatz 3 des Ministerialerlasses vom 17. September 2018, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, wird wie folgt abgeändert:

1° hinter die Wortfolge "die Personalmitglieder der Abteilung Natur und Forstwesen und der Abteilung Studie des Natur- und Agrarbereichs des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" wird die Wortfolge "oder die von diesen Abteilungen bevollmächtigten Personen" eingefügt.

2° dieser Absatz wird durch folgenden Satz ergänzt: "Diesen Personen ist es untersagt, innerhalb von 72 Stunden nach jeder Intervention in dem im Anhang definierten Gebiet einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder Kontakt mit Hausschweinen zu haben".

Art. 2 - In denselben Erlass werden die Artikel 1bis und 1ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 1bis - Abweichend von Artikel 1 werden Interventionen, die nicht mit der Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest in Zusammenhang stehen und den Zugang zu den Waldungen und Forsten des in dem im Anhang definierten Gebiets abseits der Straße erfordern, unter den folgenden Bedingungen genehmigt:

1° die Intervention wird in Ausübung ihrer Aufgaben von den Rettungsdiensten, dem Zivilschutz, den Polizeikräften, den Personalmitgliedern und Betreibern der Wasserversorgungsnetze und den Personalmitgliedern von Infrabel durchgeführt;

2° Es ist nicht möglich, bis zum Ende des Zugangsverbots mit der Intervention warten;

3° Sofern es sich nicht um eine lebensbedrohliche Notlage handelt, ist die Intervention vorab schriftlich dem örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen mitzuteilen;

4° Die Ruhe der Waldungen und Forsten wird auf strengste Weise respektiert;

5° Bei Zugängen außerhalb der Schotterwege sind Desinfektionsmaßnahmen für das verwendete Fahrzeug, die Schuhe und die Ausrüstung nach den Anweisungen der Abteilung Natur und Forstwesen durchzuführen;

6° Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Der zuständige Bedienstete der Abteilung Natur und Forstwesen des Reviers ist in diesem Fall unverzüglich zu benachrichtigen;

7° Den Intervenierenden und ihren Fahrzeugen ist der Zugang zu einem Schweinehaltungsbetrieb untersagt, wenn sie nicht die im Rahmen der Biosicherheitsmaßnahmen vorgeschriebenen Dekontaminierungsmaßnahmen durchgeführt haben.

Stellt die Abteilung Natur und Forstwesen fest, dass eine der oben genannten Bedingungen nicht erfüllt ist, kann sie den betroffenen Personen den Zugang untersagen.";

"Art. 1ter. Abweichend von Artikel 1 wird Personen, deren Wohnsitz sich in den Waldungen und Forsten des Seuchengebiets befindet und nicht über die Straße erreichbar ist, erlaubt, unter folgenden Bedingungen in den Waldungen und Forsten des im Anhang definierten Gebiets abseits der Straße zu fahren:

1° Die Erlaubnis ist auf den alleinigen Zugang zu diesem Wohnsitz beschränkt;

2° Der Zugang erfolgt auf dem direktesten befahrbaren Weg;

3° Die gewählte Strecke ist dem örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen schriftlich mitzuteilen;

4° Die Ruhe der Waldungen und Forsten wird auf strengste Weise respektiert;

5° Bei Zugängen außerhalb der Schotterwege sind Desinfektionsmaßnahmen für das verwendete Fahrzeug und gegebenenfalls die Schuhe nach den Anweisungen der Abteilung Natur und Forstwesen durchzuführen;

6° Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Der zuständige Bedienstete der Abteilung Natur und Forstwesen des Reviers ist in diesem Fall unverzüglich zu benachrichtigen;

7° Personen, die in den Anwendungsbereich des vorliegenden Artikels fallen, mit Ausnahme von Schweinezüchtern, und ihren Fahrzeugen ist der Zugang zu einem Schweinehaltungsbetrieb oder jeglicher Kontakt mit Hausschweinen untersagt."

Art. 3 - Der vorliegende Erlass tritt am 17. September 2018 in Kraft und am 14. Oktober 2018 außer Kraft.

Namur, den 21. September 2018

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/205152]

21 SEPTEMBER 2018. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 17 september 2018 houdende een tijdelijk verbod op het verkeer in bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken

De Minister van Landelijke Aangelegenheden,

Gelet op Richtlijn 2002/60 van de Raad van 27 juni 2002 houdende specifieke bepalingen voor de bestrijding van Afrikaanse varkenspest en houdende wijziging van Richtlijn 92/119/EEG met betrekking tot besmettelijke varkensverlamming (Teschenerziekte) en Afrikaanse varkenspest, inzonderheid op de artikelen 15 en 16;

Gelet op het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, artikel 14;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 betreffende de inwerkingtreding en de uitvoering van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, inzonderheid op artikel 19, lid 1, 5°;

Gelet op het ministerieel besluit van 17 september 2018 houdende een tijdelijk verbod op het verkeer in bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de bevestiging van een primair geval van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen op een deel van het grondgebied van het Waalse Gewest de Regering er, overeenkomstig Richtlijn 2002/60 van de Raad van 27 juni 2002, ertoe genoopt heeft onmiddellijk meerdere maatregelen te nemen om de verspreiding van de ziekte af te remmen, waaronder de afbakening van een besmet gebied en dienovereenkomstige maatregelen;

Overwegende dat er in het besmette gebied een verbod op het verkeer in de bossen geldt, behoudens in het kader van de beheersing van Afrikaanse varkenspest;

Overwegende, evenwel, dat dit verbod in verschillende bijzondere gevallen moeilijkheden doet rijzen, meer bepaald voor de beheerders van waternetten, die dagelijks een analyse moeten verrichten om bewijzen inzake waterkwaliteit voor te leggen, op straffe van een verbod op voortzetting van hun activiteit, voor de spoorwegbeheerders bij incidenten of dringende controles, of voor woonsten die enkel via een berijdbare weg toegankelijk zijn, en niet bij een weg in de zin van het Boswetboek;

Overwegende dat dit gericht en beperkt betreden van het gebied enkel een marginale impact heeft op de rust van het wild en de eventuele verspreiding van aangetaste wilde zwijnen;

Overwegende dat er aanleiding is om onder voorwaarden een zeker aantal rechthebbenden in de zin van het ministerieel besluit van 17 september 2018 houdende een tijdelijk verbod op het verkeer in bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken, toe te laten,

Besluit :

Artikel 1. In het ministerieel besluit van 17 september 2018 houdende een tijdelijk verbod op het verkeer in bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken, wordt artikel 1, lid 3, als volgt gewijzigd :

1° de woorden « of de personen, gemandateerd door bedoelde Departementen » worden ingevoegd na de woorden "het personeel van het Departement Natuur en Bossen en van het Departement Onderzoek naar het natuurlijk en landbouwmilieu van de Waalse Overheidsdienst";

2° het lid wordt aangevuld met volgende zin : « Deze personen is het verboden, een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzestig uur volgend op iedere interventie in de zone bepaald in bijlage. ».

Art.2. In hetzelfde besluit worden een artikel 1bis en een artikel 1ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art.1bis. In afwijking van artikel 1 worden toegelaten, interventies die niet verband houden met de beheersing van Afrikaanse varkenspest waarbij, in het gebied bepaald in bijlage, een toegang buiten de wegen tot de bossen en wouden vereist is, tegen volgende voorwaarden :

1° de interventie vindt plaats in de uitoefening van hun ambt door de hulpdiensten, de burgerbescherming, de politiediensten, de beambten en beheerders van het watertoevoernet, door de personeelsleden van Infrabel;

2° voor de interventie kan het einde van de verbodsperiode niet worden afgewacht;

3° behalve voor spoedgevallen waarbij mensenlevens in het geding zijn, wordt de interventie schriftelijk medegedeeld aan de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen;

4° de rust van de bossen en wouden moet ten strengste nageleefd worden;

5° bij toegangen buiten de met steen verharde wegen worden de ontsmettingsmaatregelen voor voertuigen, schoeisel en uitrustingen gebruikt die in overeenstemming zijn met de instructies van het Departement Natuur en Bossen;

6° wordt er een kreng van wild zwijn aangetroffen, is een aanraking of benadering geenszins toegelaten, en de beampte bevoegd voor het gebied van het Departement Natuur en Bossen wordt onmiddellijk verwittigd;

7° voor betrokkenen, en voor hun voertuigen, geldt een verbod tot betreding van een varkensfokkerij als de in het kader van de bioveiligheidsmaatregelen opgelegde ontsmettingsverrichtingen niet zijn voltooid..

Als het Departement Natuur en Bossen vaststelt dat één van bovenbedoelde maatregelen niet in acht is genomen, kan de toegang voor betrokkenen worden verboden. »;

« Art.1ter. In afwijking van artikel 1 worden de personen wier woonst gelegen is in de bossen en wouden van het besmette gebied en die deze niet via een weg kunnen bereiken, gemachtigd om zich buiten de wegen in de bossen en wouden, in het gebied bepaald in bijlage, te verplaatsen tegen volgende voorwaarden:

1° de machtiging geldt enkel voor de toegang tot genoemde woonst;

2° de toegang gebeurt via de meest rechtstreekse berijdbare weg;

3° het traject wordt schriftelijk medegedeeld aan de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen;

4° de rust van de bossen en wouden moet ten strengste nageleefd worden;

5° bij toegangen buiten de met steen verharde wegen worden de ontsmettingsmaatregelen voor voertuigen en eventueel schoeisel gebruikt die in overeenstemming zijn met de instructies van het Departement Natuur en Bossen;

6° wordt er een kreng van wild zwijn aangetroffen, is een aanraking of benadering geenszins toegelaten, en de beampte bevoegd voor het gebied van het Departement Natuur en Bossen wordt onmiddellijk verwittigd;

7° voor personen bedoeld bij dit artikel, andere dan varkensfokkers, en hun voertuigen geldt een verbod tot betreding van een varkensfokkerij of het in aanraking komen met tamme varkens. ».

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 17 september 2018 en houdt op, in werking te zijn op 14 oktober 2018.

Namen, 21 september 2018.

R. COLLIN